



# UN PROJET POUR LA PROSPÉRITÉ DES FRANÇAIS

UN RÉÉQUILIBRAGE DE NOTRE ÉCONOMIE  
EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE ET DES  
TERRITOIRES



@FCONCORDE



FONDATION CONCORDE



[WWW.FONDATIONCONCORDE.COM](http://WWW.FONDATIONCONCORDE.COM)

Ont contribué à ce rapport : Philippe Ansel, Christian Saint-Etienne, Hervé Novelli et Michel Rousseau.

<b>La France est malade de sa désindustrialisation qui mine son économie et sa société .....</b>	<b>4</b>
<b>Un nouveau moment pour l'industrie en France .....</b>	<b>10</b>
<b>Comment relancer notre industrie ? .....</b>	<b>12</b>
1. Le financement de l'accroissement de la dépense publique a tué la croissance des entreprises. ....	12
2. L'industrie doit redevenir une priorité ! .....	14
<b>Réduire la dépense publique doit permettre de financer la réindustrialisation ....</b>	<b>15</b>
1. Les mesures d'économies qui accroissent l'activité économique .....	16
1.1 Recul de l'âge de la retraite d'un trimestre par an .....	16
1.2 Une allocation sociale unique incitant le retour à l'emploi .....	17
2. Les économies structurelles .....	18
2.1 L'Etat : Réduction de ses concours et de son intervention dans les collectivités territoriales..	18
2.2 Simplifier, élaguer pour économiser : du tri dans les réformes étatiques.....	19
2.3 Renforcer le nombre de maisons de santé pour remplacer les petits hôpitaux insuffisamment équipés .....	21
3. Mesure de recettes fiscales : Une fiscalisation du numérique.....	21

Que se passe-t-il dans notre pays sur le front de l'économie ?

Deux signaux forts marquent la fin de cette décennie.

Premièrement, nous avons perdu 10% de richesse par habitant en dix ans par rapport à nos voisins allemands. C'est un décrochage aux conséquences économiques et sociales immenses.

Deuxièmement, nous constatons la poursuite de notre régression industrielle, véritable raison de l'affaiblissement économique de notre pays.

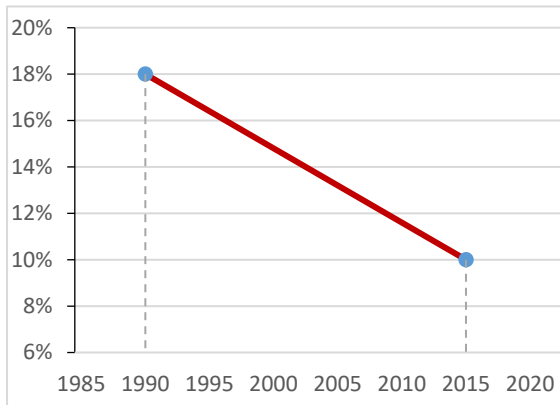
Les experts de la Fondation Concorde, élus et économistes, considèrent qu'il existe un lien fort entre ces deux constats désastreux et le mouvement des gilets jaunes. La France n'en finit pas de traiter les conséquences de la myopie de ses dirigeants depuis quarante ans sans s'attacher à en traiter les causes avec énergie.

Les emplois perdus l'ont été le plus souvent dans l'industrie, majoritairement au sein de nos territoires. Les maires des petites communes ont vu disparaître des milliers de PMI, celles qui irriguaient les autres activités et créaient des emplois. Cette perte correspond à la division par 2 de la part de l'industrie dans notre PIB.

Difficultés de gérer une usine, fiscalité inadaptée en particulier sur les modalités de transmission, mais surtout quarante ans de surcharges en taxes diverses et en impôts de production ont pénalisé notre secteur industriel et en conséquence nos territoires.

Dans ce document, nous proposons, en tenant compte des grandes mutations en cours, de prendre les décisions nécessaires au renforcement de notre système de production, clef de la prospérité de nos territoires et de nos emplois.

## Part de l'industrie dans le PIB total



Cette part est passée de 18% à 10% ; soit la chute de production la plus spectaculaire d'Europe.

Aujourd'hui la France ne produit pas plus qu'en 1996, alors que dans le même temps, nos importations de biens industriels ont augmenté de 60%.

## Avec pour conséquences

**La perte de souveraineté** - Qu'entraîne *de facto* la détérioration de notre balance commerciale. Avec un déficit de 65 milliards €, on ne peut discuter d'égal à égal avec l'Allemagne qui connaît un excédent de 227,8 milliards € en 2018.

**La désertification** - La perte de nos usines a entraîné l'affaiblissement, voire la destruction des autres activités dans les tissus économiques locaux (commerces, artisans, services de R&D associés, etc.) ; ce qui s'est traduit par un « décrochage » dramatique de nos territoires et de leurs habitants.

**La désespérance** - L'aggravation de l'endettement du pays, avec un déficit qui entraîne un accroissement de la pression fiscale et diffuse un sentiment d'impuissance dans la population.

En effet, **l'industrie reste le principal moteur de l'économie**. Elle est le premier levier de croissance. **Une croissance moyenne annuelle de la productivité dans l'industrie est d'environ 3%. Elle est 3 fois supérieure à celle des autres activités (1%).**

La réindustrialisation constitue dès lors une condition inhérente au rééquilibrage de notre économie :

- C'est un secteur décisif pour notre balance commerciale dès lors que 70% des biens exportés sont des biens industriels,
- Les industries s'appuient sur la « recherche » et créent, à tout niveau, des emplois de qualité,
- La réindustrialisation sera la seule vraie mesure efficace pour la revitalisation de nos territoires et pour la réduction du chômage, lequel demeure l'un des plus élevés de la zone

UE (8,5% en France contre 6,3 % en moyenne dans la zone UE 28 et 3% en Allemagne en juillet 2019, selon Eurostat),

- Un emploi industriel mobilise près d'un emploi dans les services associés. Il offre à la fois des emplois de qualité et bien rémunérés.

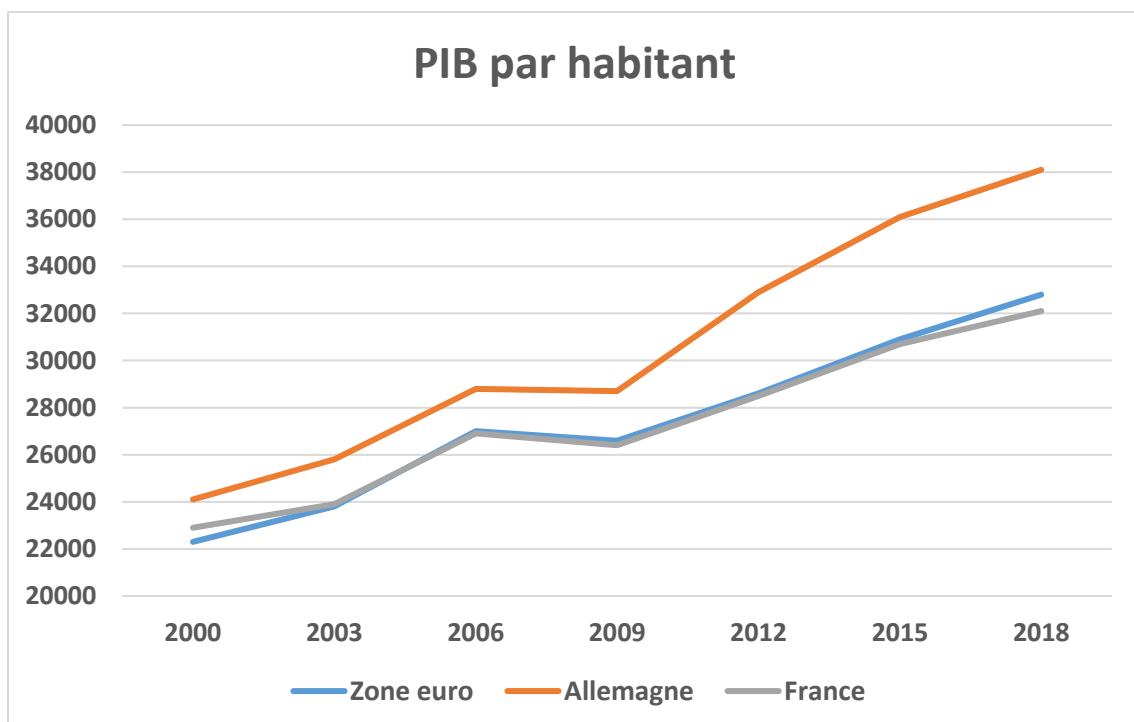
La désindustrialisation française a des conséquences sur tous les pans de notre économie et de notre société. Notre déficit commercial représente actuellement une **perte de recettes fiscales et sociales de 35 milliards d'euros**. Les disparitions d'emplois et d'entreprises dans le secteur industriel augmentent les dépenses sociales (chômage, aides, santé).

## **Notre pays doit impérativement se donner l'objectif mobilisateur de revenir à **20 %** du PIB industriel dans le PIB total en 20 ans.**

Réindustrialiser notre pays est un impératif politique, social et économique. La France est le pays le plus désindustrialisé de la zone euro (mesure en proportion du PIB). Assurément, cette désindustrialisation a joué un rôle décisif dans la crise des gilets jaunes.

### **La crise des gilets jaunes est une crise du pouvoir d'achat**

L'industrie constituant le premier déterminant de la croissance économique, **moins d'industrie, c'est moins de croissance et moins de pouvoir d'achat**. Par exemple, le seul différentiel du poids de l'industrie avec l'Allemagne (22,8% du PIB en Allemagne, 10% en France) nous prive structurellement de 0,35% de croissance chaque année par rapport à notre voisin d'outre-Rhin. Le PIB par habitant des Français a ainsi augmenté considérablement moins vite que celui des Allemands, mais également moins vite que celui de la zone euro dans son ensemble :



Source : Eurostat

Moins d'industrie, c'est moins d'emplois intermédiaires bien rémunérés qui forment le bataillon des classes moyennes, socle des démocraties. Le seul retour à l'équilibre de notre commerce extérieur représente 620 000 de ces emplois. La désindustrialisation entraîne une paupérisation des Français : la moitié des salariés du secteur privé gagnent moins de 1 789 € net par mois (INSEE 2016).

### La crise des gilets jaunes est une crise des territoires

L'industrie constitue le cœur de l'activité économique de nombreux territoires : 70% des usines sont implantées à proximité des villes petites et moyennes. Une usine qui ferme, c'est devoir se rabattre vers des emplois de service moins bien rémunérés, devoir aller les chercher plus loin et augmenter ses frais de transport.

### Les solutions palliatives actuelles préparent une future crise

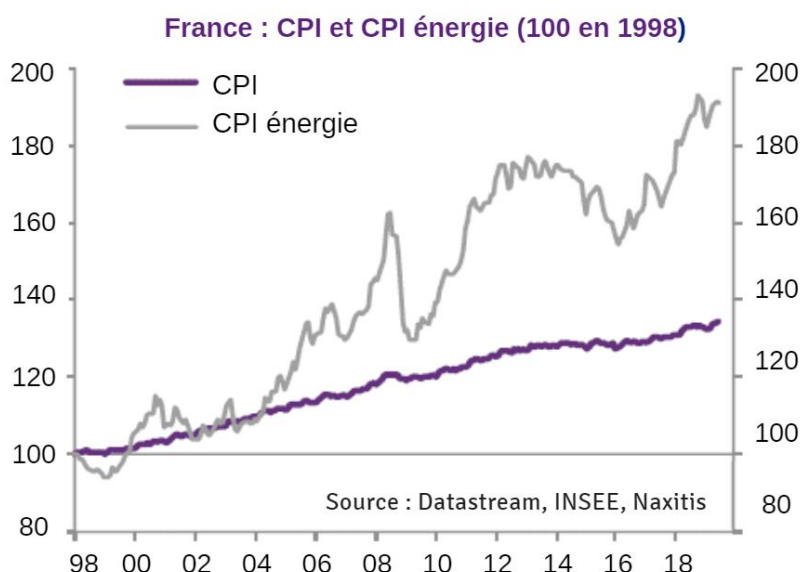
La compensation de la désindustrialisation par **une politique de soutien artificiel du pouvoir d'achat financée par l'endettement prépare une future crise économique et politique majeure : la France devra tôt ou tard produire plus ou consommer moins** pour combler ses déficits budgétaires et sociaux ainsi que son déficit extérieur.

### Réindustrialiser, un impératif écologique

Nos politiques énergétiques se caractérisent par l'impensé des enjeux industriels de la décarbonation de notre économie. Des décisions sont annoncées et prises sans concertation avec les responsables des industries concernées. Par exemple, si de nombreux clients basculaient vers le véhicule électrique (qui constitue un levier important de sobriété carbone), faute de concertation et de planification, les constructeurs seraient bien en peine de satisfaire la demande, en particulier faute de batteries disponibles.

La politique visant à remplacer l'électricité nucléaire pourtant « carbon free » par les énergies renouvelables a dégradé terriblement notre compétitivité industrielle et l'emploi, le pouvoir d'achat des ménages, en augmentant les coûts de production de nos entreprises.

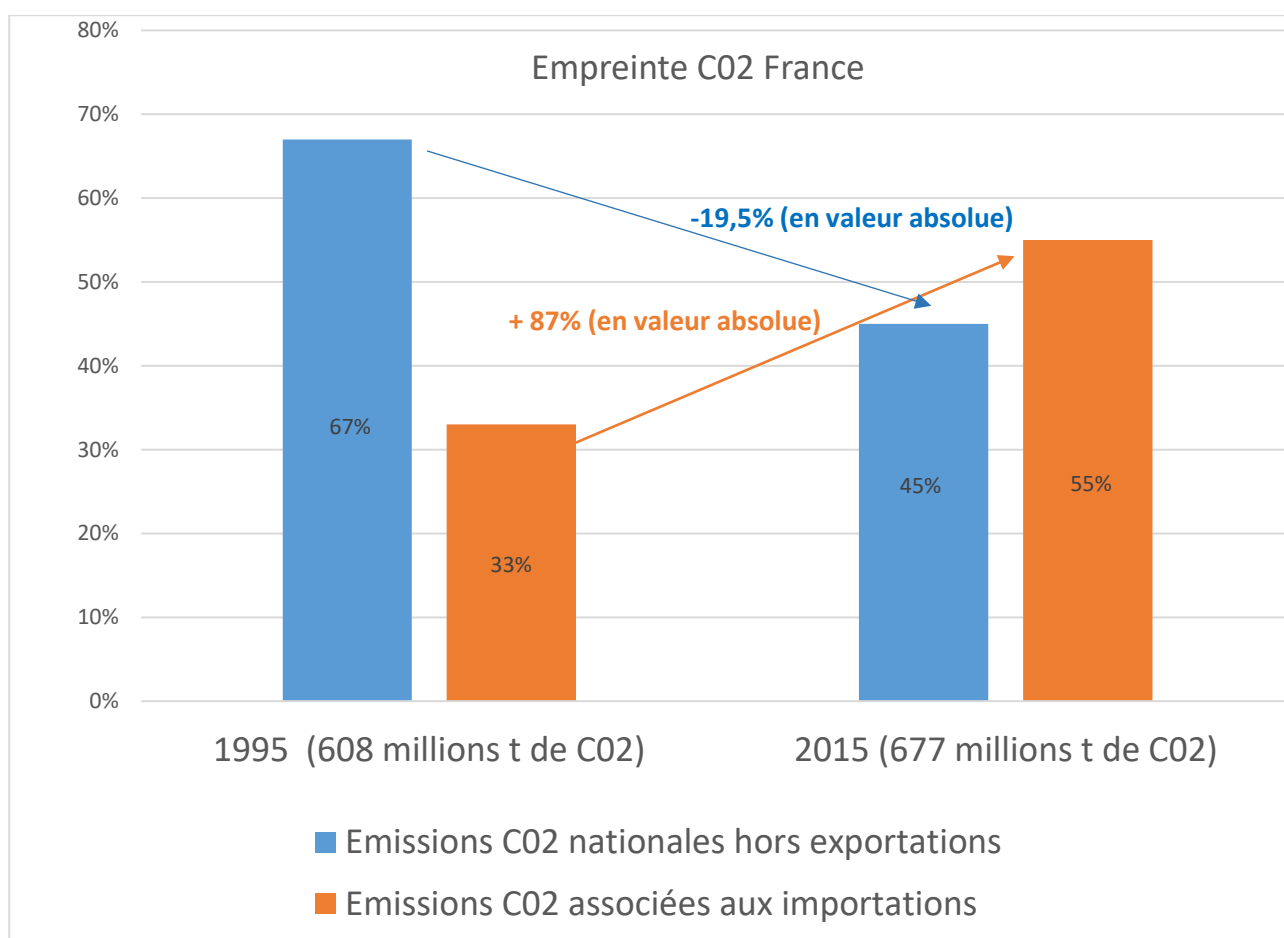
Si la lutte contre le réchauffement climatique doit être un effort partagé par tous les pays, le développement des énergies renouvelables ne doit pas contribuer à une hausse des prix de l'électricité pour ne pas impacter notre compétitivité. Les prix de l'énergie (essentiellement l'électricité) ont doublé depuis 2000 :



CPI – Consumer Price Index : mesure le prix d'un panier de biens et de services dans toute l'économie. Il permet donc d'étudier les variations de prix d'un panier type de biens de consommation et de services achetés par les ménages.

Avec à la clé une baisse de nos exportations et une forte hausse de nos importations : en 1980, les importations de biens manufacturés représentaient un quart de la consommation des ménages français. Aujourd'hui, c'est 44%. **Ce faisant, nous avons presque doublé nos émissions de carbone associées aux importations de biens depuis 1995 !**

C'est le paradoxe français, nous avons additionné de nombreuses politiques qui ont réduit les émissions de CO<sub>2</sub> sur le territoire national mais par la désindustrialisation... Au total notre empreinte carbone globale a augmenté : moins de CO<sub>2</sub> en France, mais beaucoup plus dans le monde *via* les émissions cachées dans nos importations :



Source : données SDES : Service de la donnée et des études statistiques

**Au total, une augmentation de 11,5% de notre empreinte carbone dans le monde entre 1995 et 2015.**

Produire en Chine les produits que nous consommons, c'est en effet émettre 4 fois plus de CO<sub>2</sub> que pour une production réalisée sur le territoire français. Les émissions de CO<sub>2</sub> ramenées au PIB s'élèvent à 525 tonnes de CO<sub>2</sub> par million de dollars de PIB en Chine contre 130 en France (SDES-Banque Mondiale).



Produire en France, pour ce qui peut l'être, c'est éviter les émissions de CO<sub>2</sub> entraînées par le transport de marchandises entre la Chine et la France, c'est bénéficier d'une électricité décarbonée à 90% grâce au parc nucléaire français. C'est produire dans des entreprises industrielles parmi les plus efficaces au monde sur les plans énergétiques et climatiques.

**Nous devons de ce fait considérer la reprise de notre indépendance industrielle comme un levier majeur de réduction de notre empreinte carbone dans le monde.**

**Nous avons besoin d'une industrie forte, propre et responsable pour relever le défi climatique.**

Seule l'industrie est à même de faire face aux enjeux climatiques qui nécessitent les solutions apportées par une « hyper industrie » pour décarboner l'énergie et ses usages. Ainsi en est-il par exemple du véhicule électrique ou du véhicule à hydrogène. Cette hyper industrie qui combinera services et produits ne peut qu'être au cœur du processus de transition énergétique vers une économie bas carbone.

**Un impératif géostratégique**

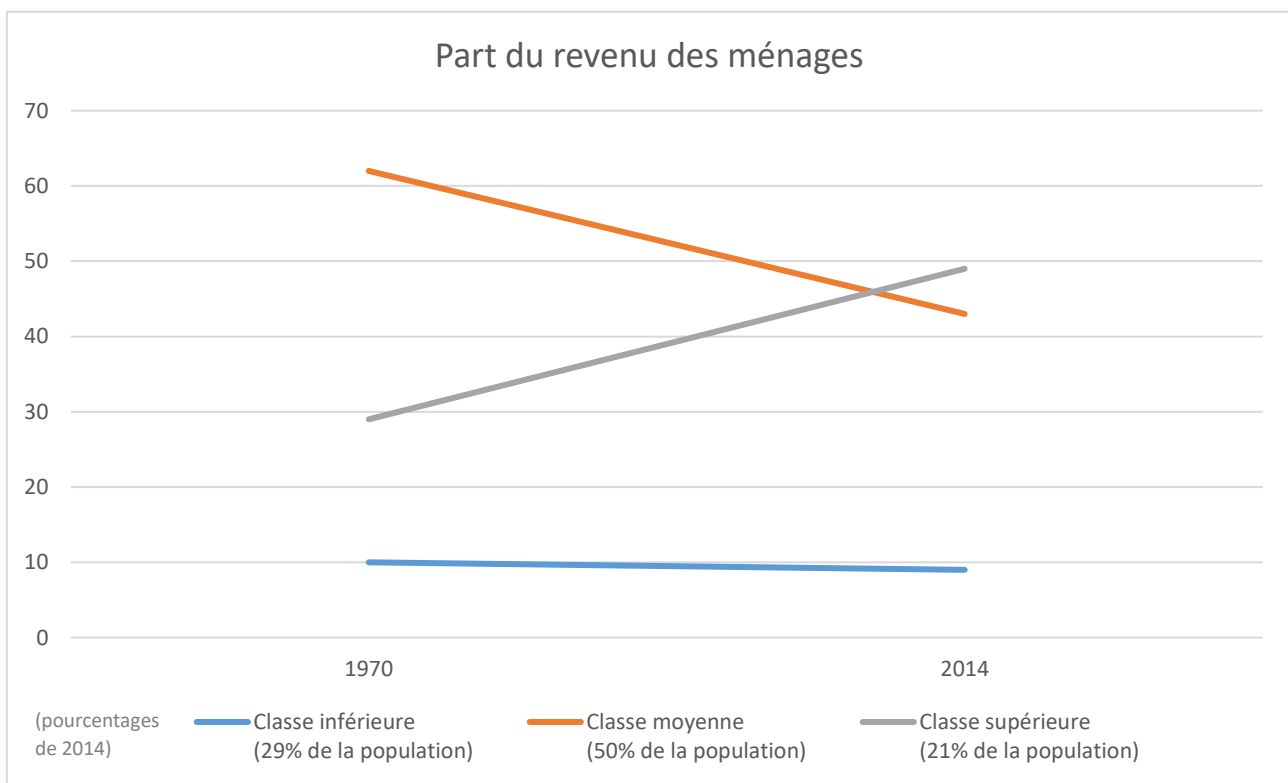
L'affrontement entre la Chine et les États-Unis pour la suprématie technologique montre combien l'industrie constitue un instrument de puissance primordial.

**Un pays désindustrialisé n'a pas les moyens de sa souveraineté. La France doit investir massivement pour se réindustrialiser.**

### Une évolution de la demande mondiale de biens favorable aux spécialisations productives françaises

La demande mondiale de biens bascule des biens d'équipements vers les biens de consommation haut de gamme sous l'influence de la Chine qui en est devenue le deuxième importateur mondial. Plus globalement, avec l'essor des nouvelles technologies, nous vivons un tournant historique avec la fin du rôle central des classes moyennes occidentales dans l'économie, la fin de la société de consommation de masse associée au fordisme. C'est particulièrement vrai aux États-Unis. La classe américaine moyenne est passée de 61% de la population en 1970 à 50% en 2015. Mais sa part dans le revenu des ménages a régressé beaucoup plus fortement sur la même période en passant de 62% à 43%.

*A contrario*, la classe moyenne supérieure s'est fortement accrue numériquement en passant de 14% à 21%. **Et surtout, la classe supérieure représente désormais 49% du revenu des ménages assurant un formidable essor à la demande de produits de luxe, produits premium, produits sur mesure.**



Source : Pew Center

Ce sont ces tendances qui expliquent le développement accéléré de nos grands groupes du luxe (LVMH, Kering, Hermès, L'Oréal) :

### **Croissance organique du premier trimestre 2019**

<b>Kering</b>	+ 17,5%
<b>Hermès</b>	+ 11,6%
<b>LVMH</b>	+ 11%

Source : Investir

Il ne faut donc nullement prendre les messages sur le déclin de l'industrie pour argent comptant.

**La demande en biens de consommation de qualité, en phase avec les productions françaises, se développe à un rythme extrêmement soutenu.**

Au-delà de ces grands groupes de luxe, les nouveaux outils numériques permettent à des industries ou à des entreprises que l'on pensait sur le déclin de se réinventer et de conquérir de nouveaux publics, parfois à l'international. Le web permet en effet d'élargir la clientèle d'artisans ou de micro-entreprises à l'échelle du monde.

Dans le cadre de cette montée en gamme de la demande, la tendance à la personnalisation réduit les séries de production, ce qui rend de moins en moins pertinente une sous-traitance lointaine de grande capacité. L'éclatant succès de la chaîne de vêtements Zara qui produit pour partie en Espagne et dans le bassin méditerranéen en témoigne. L'industrie textile française que l'on croyait disparue connaît également une renaissance. Ainsi le fabricant MLT de Pau voit-il ses ventes de layettes croître de 15% par an.

### **Les nouvelles technologies incitent à produire à proximité des lieux de consommation**

La capacité de produire à la demande avec les nouvelles technologies comme l'impression 3D, les process de production numérisés, favorise les productions sur-mesure en phase avec la sophistication de la demande au plus près des lieux de consommation. Il en est ainsi par exemple de Mobibam qui fabrique du mobilier sur-mesure avec une ligne de fabrication entièrement digitalisée en Bourgogne.

L'automatisation et la robotisation redonnent de la compétitivité à la production dans les pays développés au plus près des consommateurs (exemple les meubles plastiques Iris Ohyama à Lieusaint en Seine et Marne). Le mouvement de segmentation des chaînes de valeur à l'échelle du monde s'est interrompu.

Le raccourcissement des cycles de l'innovation et des délais de mise sur le marché nécessite également de rapprocher lieux d'innovation et lieux de production. Or, grâce au crédit d'impôt et recherche, la France a maintenu un important effort d'innovation qui ne débouche pas pour le moment sur de la production sur le sol national du fait des impôts de production et du coût du travail mais il représente un important potentiel de relance.

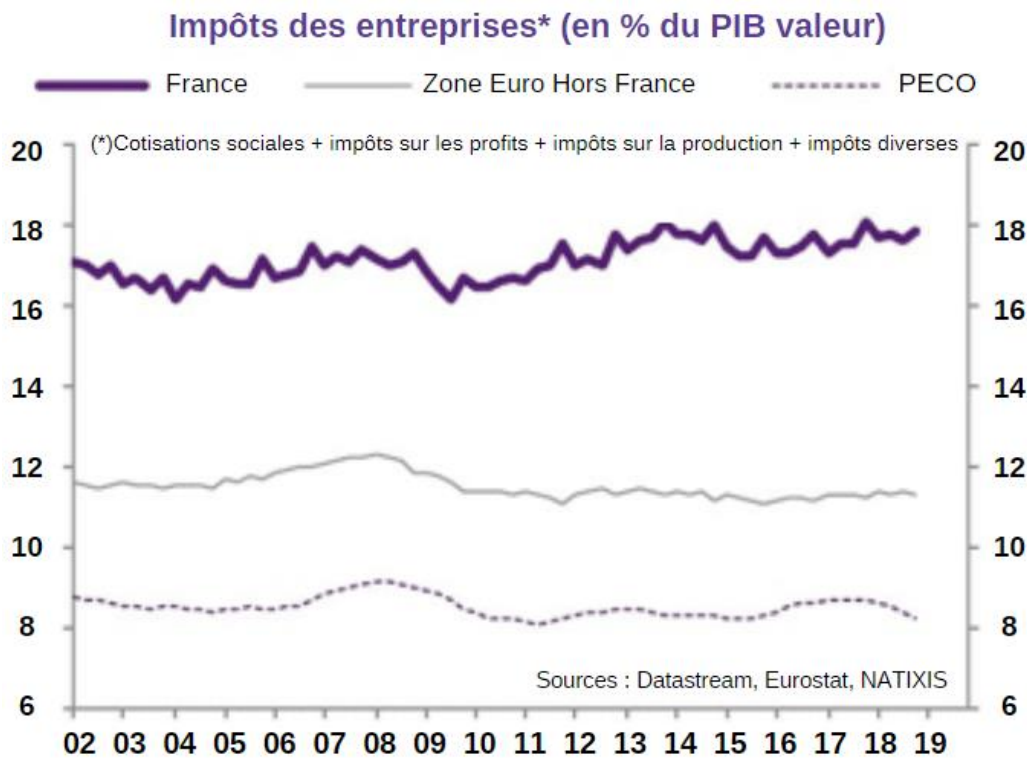
**Ce rapprochement de la production des lieux de consommation répond à la nouvelle demande politique pour des emplois de qualité bien rémunérés.**

## 1. Le financement de l'accroissement de la dépense publique a tué la croissance des entreprises.

Les entreprises françaises ont subi une hausse très importante de leurs prélèvements entre 1970 et 2000, 5 points de PIB, la plus forte des pays de l'OCDE pour financer un accroissement de notre dépense publique.

A l'heure actuelle, elles subissent les prélèvements les plus élevés de l'OCDE avec un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des entreprises de l'OCDE et de 7 points par rapport aux entreprises de la zone euro hors France.

**Cela représente un écart annuel de charges de plus de 140 milliards € à leur détriment !**

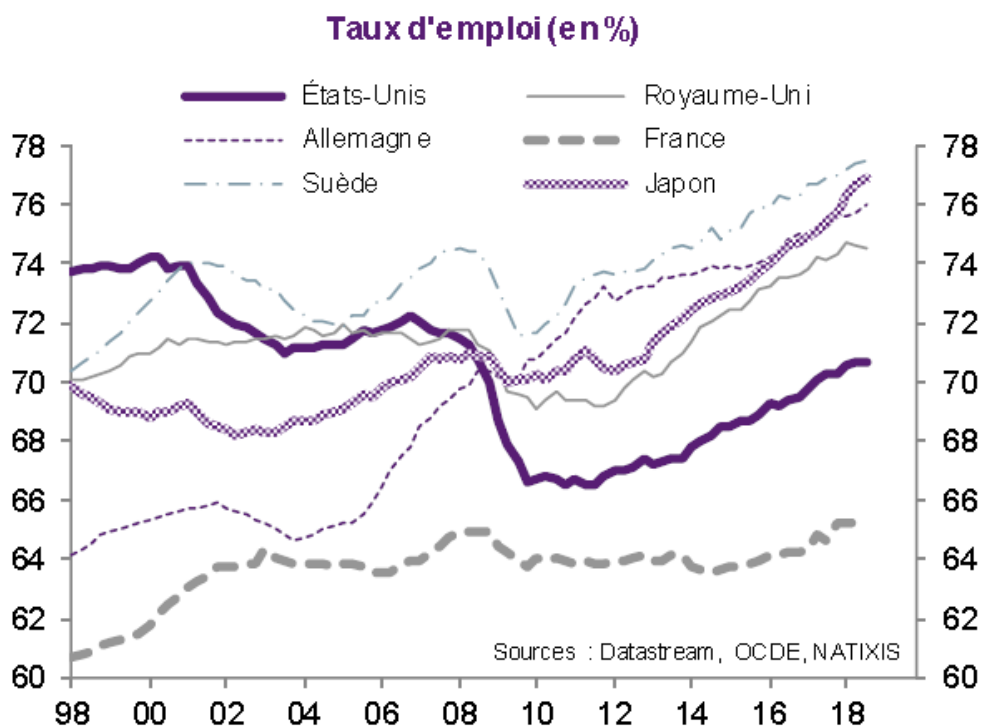


Le CICE et le pacte de responsabilité n'ont amélioré la compétitivité des entreprises qu'à la marge, la hausse des marges des entreprises françaises à la fin 2015 résultant également de facteurs conjoncturels, principalement de la baisse des prix du pétrole et de la baisse des taux d'intérêt, deux facteurs susceptibles de se retourner à la hausse.

Dans la zone euro, les entreprises tricolores sont ainsi les seules à augmenter leur endettement faute d'un autofinancement suffisant.

Nous n'avons pas pris la mesure de cette masse de prélèvements qui obère fortement la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux et qui bloque le développement de l'emploi.

**Notre chômage est un des plus élevés des pays développés et notre taux d'emploi un des plus faibles :**



Actuellement, les prélèvements sur les entreprises sont en train de renouer avec les sommets de 2013 et 2015. **Ces prélèvements pèsent plus particulièrement sur l'industrie via les impôts à la production (CVAE, impôt foncier, CFE, C3S, ...)**

Au total, on prélève 8% de plus de la richesse créée par les entreprises industrielles françaises (leur valeur ajoutée) qu'en Allemagne.

**Le poids des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises manufacturières en France et en Allemagne (2016) en % de la valeur ajoutée :**

Fiscalité sur les entreprises	France	Allemagne
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	14,0%	9,4%
Impôts de production	<b>9,7%</b>	<b>4,0%</b>
Impôts sur les sociétés	4,2%	3,8%
Total des prélèvements obligatoires sur la production	27,9%	17,2%
CIR + CICE	-2,9%	
<b>Total net des prélèvements obligatoires sur la production</b>	<b>25%</b>	<b>17,2%</b>
<b>Différentiel avec l'Allemagne</b>	<b>7,8% de VA</b>	

Source : Rexecode

## 2. L'industrie doit redevenir une priorité !

**Nous devons revenir à parité de compétitivité industrielle avec les pays de la zone euro et *a fortiori* avec l'Allemagne ; cela nécessite d'alléger les différentes charges des entreprises industrielles de 19 milliards € (7,8% d'une valeur ajoutée manufacturière de 236 milliards €).**

Nous devons donc réduire la dépense publique pour financer notre réindustrialisation et relancer l'économie dans les territoires.

Les économies ainsi dégagées doivent être employées à :

- Un choc d'investissement et de transformation pour l'industrie *via* un amortissement fiscal accéléré sur un an des matériels et outillages utilisés pour des opérations industrielles de transformation et de fabrication, des logiciels et des équipements de réalité augmentée intervenant dans la conception, la fabrication et la transformation ; cette mesure a l'avantage d'être ciblée quasi exclusivement sur l'industrie,
- Une nouvelle attractivité des talents internationaux nécessaire au développement de l'économie de l'innovation,
- Un desserrement de la pression fiscale pour les artisans et les commerçants par la suppression de la CFE, ainsi que la suppression de la C3S (qui pénalise la production des ETI et de nos grandes entreprises). Ces deux taxes constituent une taxation des productions françaises.

Les mesures à réaliser	2020	2021	2022
Amortissement fiscal sur un an des matériels de transformation et de fabrication et des logiciels associés	14	14	14
Plafonnement des cotisations sociales et des indemnités de chômage à 4 SMIC		4	4
Suppression de la cotisation foncière des entreprises avec compensation des collectivités locales. Coût net après IS au taux moyen de 20%		6,5	6,5
Suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires (C3S). Coût net après IS au taux moyen de 20%.			2,9
<b>Total baisse impôts et taxes nécessaires pour relancer l'industrie</b>	<b>14</b>	<b>24,5</b>	<b>27,4</b>

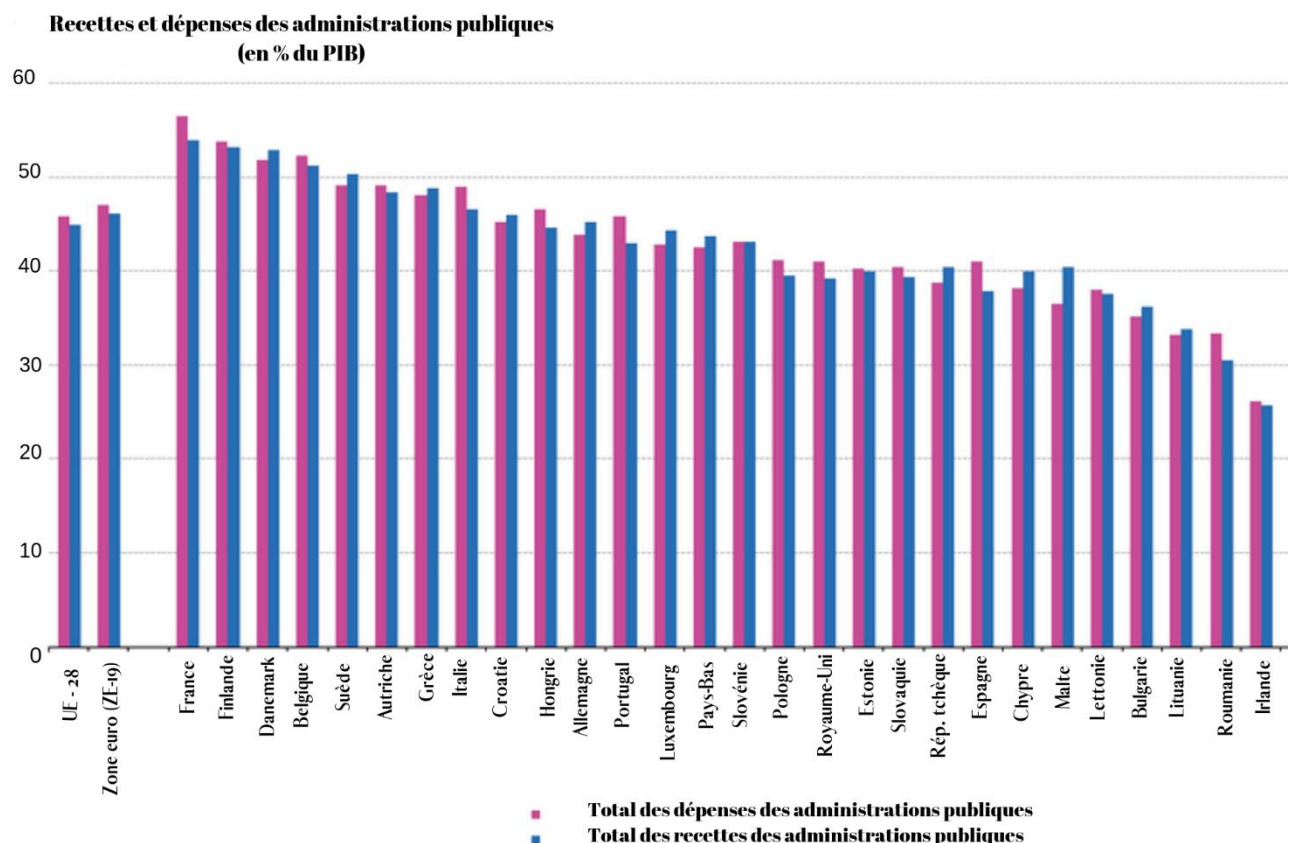
*En milliards €*

**A l'heure actuelle, il n'est le plus souvent ni rentable ni compétitif de produire en France du fait de ces charges. A moins d'emprunter, nous devons trouver les économies nécessaires dans la réduction de la dépense publique.**

Baisser drastiquement les impôts de production est donc le meilleur moyen de relancer l'activité économique dans les territoires, d'augmenter la richesse produite.

## Quelles économies sur la dépense publique pour financer la baisse des charges de nos entreprises industrielles ?

Les écarts avec les autres pays européens comparables témoignent d'un considérable déficit de productivité de notre dépense et donc de marges de progrès largement suffisantes pour financer la baisse des impôts de production et des charges de nos entreprises industrielles :



**Le plan d'économies que nous proposons pour dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires au redressement de notre compétitivité industrielle articule 3 types de mesures :**

- **Des mesures d'économies qui accroissent l'activité économique** en augmentant le taux d'emploi des Français (inférieur de 10 points au taux d'emploi allemand) avec deux réformes,
- **Des mesures d'économies essentiellement structurelles** avec un ajustement du périmètre de l'État, une simplification, un remplacement des petits hôpitaux par des maisons de santé, la suppression des doublons de compétences, une réforme territoriale rationalisant à nouveau le nombre d'échelons administratifs,
- **De nouvelles recettes fiscales fondées sur l'équité sociale et l'égalisation des conditions de concurrence** avec une forme de taxation du numérique.

**Le grand défi économique du pays est d'avoir davantage de Français qui travaillent pour alléger la taxation des particuliers et des entreprises qui ont besoin, elles, de « reste à investir ».**

## **1. Les mesures d'économies qui accroissent l'activité économique**

Ce plan d'économies recherché vise à engager de premières mesures d'économies dès 2019 et à préparer les budgets 2020-2021-2022. Les mesures proposées sont complémentaires de celles qui sont actuellement initiées par le gouvernement. Il nécessite un pilotage central soit par le Premier ministre, soit par le ministre des Finances pour transformer l'ensemble de la dépense publique et sortir d'une logique de réduction budgétaire par « silo » ministériel.

Il doit s'inscrire dans une remise à plat du système de redistribution/taxation qui vient d'exploser avec l'insurrection des gilets jaunes. Que demandent-ils sinon d'abord une augmentation du « reste à vivre » après paiement des impôts et taxes et des dépenses obligatoires ?

### **1.1 Recul de l'âge de la retraite d'un trimestre par an**

C'est le levier le plus important par l'économie directe qu'il procure : 2 milliards € par trimestre de report de l'âge de départ pour les salariés du secteur privé et 0,7 milliard € pour le secteur public.

**Le recul de l'âge de la retraite améliore fortement le taux d'emploi et procure, ce faisant, d'importantes recettes fiscales et sociales au moins 2 fois supérieures à l'économie réalisée.**

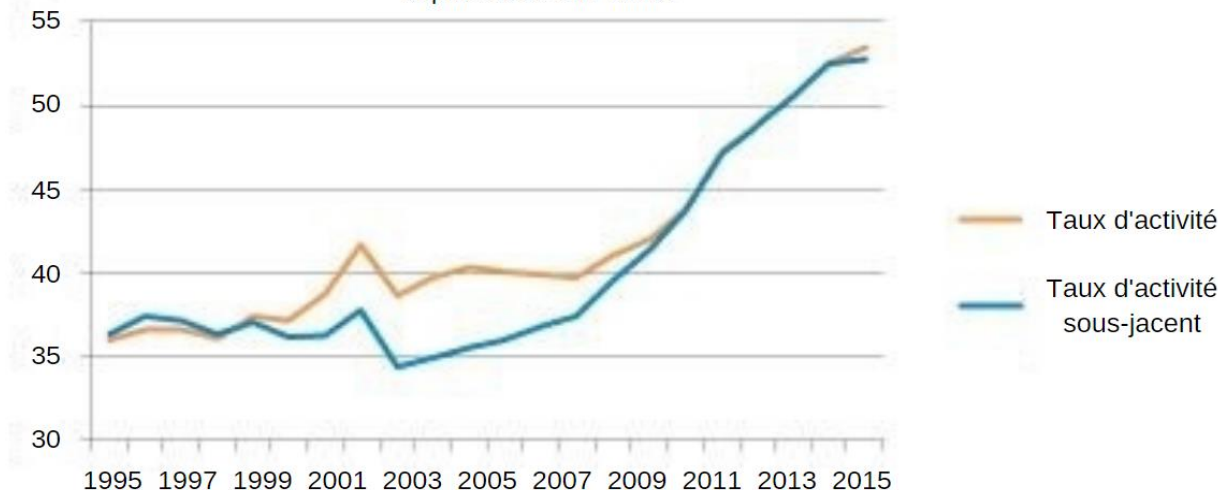
Rappelons également que l'âge de départ en retraite était fixé à 65 ans jusqu'en 1981 alors que l'espérance de vie à la naissance n'était que de 74 ans contre 82,4 actuellement. Il faut tenir un langage de réalité à l'opinion : ce n'est pas l'État qui garantit les retraites, mais la prospérité de l'économie. Or la garantie des retraites et leur revalorisation sont conditionnées par l'augmentation du nombre d'actifs pour un retraité, le ratio étant tombé actuellement à 1,65 actif pour 1 retraité.

**Reporter l'âge de la retraite à 65 ans (c'est-à-dire l'aligner sur les autres pays européens) permettrait d'économiser directement 24 milliards € sur les comptes sociaux et générerait plus de 50 milliards d'euros de recette fiscale et sociales supplémentaires.**



**Le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite entraîne en effet mécaniquement une forte augmentation du taux d'emploi comme le montre l'impact du relèvement de l'âge légal à 62 ans qui a été mené en 2010 :**

Graphique 2 - Taux d'activité et taux d'activité «sous-jacent» des 55-64 ans depuis 1995 en France



Source : France Stratégie

Entre 2007 et 2017, le taux d'emploi des 50-64 ans a crû de 8,1% contre seulement 0,9% pour l'ensemble de la population. Ainsi, les 50-64 ans représentent 29,3% des personnes ayant un emploi en 2017 contre 23,8% en 2007. Cela représente 1,6 million d'emplois supplémentaires qui, selon l'hypothèse d'un PIB moyen par travailleur de 80 000 €, ont généré plus de 30 milliards € de recettes fiscales et sociales, soit 3 fois plus que l'économie sur les comptes sociaux qui est évaluée à 9 milliards €.

**On vérifie ainsi que l'accroissement de recettes fiscales et sociales découlant de l'amélioration du taux d'activité est un enjeu crucial, bien supérieur à l'économie budgétaire pour rétablir nos comptes.**

## **1.2 Une allocation sociale unique incitant le retour à l'emploi**

**Il faut refonder le système des minimas sociaux (RSA, APL, prime d'activité) en les regroupant dans une allocation sociale unique réellement incitatrice à la reprise d'activité et faisant l'objet d'un contrôle.**

**Un retour à l'emploi de 270 000 personnes procurerait une économie de prestations de 1,9 milliards € et de 3,8 milliards € de recettes supplémentaires soit au total 5,7 milliards €.**

Depuis cinq ans, la Fondation Concorde propose la mise en place d'une allocation sociale unique, transparente via un barème simplifié pour afficher clairement le montant de l'allocation en fonction du revenu d'activité et de la situation familiale :

Cela permettra de :

- Lever les incertitudes sur le risque d'une reprise d'activité pour les allocataires en indiquant clairement le solde entre les gains et les pertes de prestations sociales,
- Faire la lumière pour les décideurs publics et les parlementaires quant aux conséquences de leurs choix et ainsi mettre immédiatement en évidence les effets pervers, les trappes à inactivité,
- Faciliter les contrôles sur la situation réelle des bénéficiaires. Par exemple, pour l'allocation de soutien familial qui connaît une explosion du nombre d'allocataires.

**L'enjeu budgétaire de cette réforme est important.** Le retour à l'activité au SMIC dans le secteur marchand d'une personne célibataire permet d'économiser 598 € de prestations par mois (économie de 756 € de RSA et d'aides au logement mais dépense de 158 € de prime d'activité), soit une économie de 7 176 € par an.

Ce retour à l'activité dans un contexte de tension sur l'offre de travail génère au niveau du SMIC un PIB supplémentaire annuel de 40 000 € (80 000€ de PIB en moyenne par travailleur) lequel génère à ce niveau de salaires 35 % de ressources fiscales et sociales, soit un montant annuel de 14 000 €.

**L'enjeu de recettes supplémentaires pour le budget du retour à l'emploi s'avère 2 fois supérieur à l'enjeu d'économie.**

Un retour à l'emploi de 270 000 personnes correspondant à une augmentation de 1 point du taux d'activité représenterait un gain budgétaire de 5,7 milliards d'euros (économie de 1,9 milliard € de prestations sociales et 3,8 milliards € de recettes supplémentaires).

## 2. Les économies structurelles

### **2.1 L'État : Réduction de ses concours et de son intervention dans les collectivités territoriales.**

Une réduction de 3% par an des concours de l'État à ses 500 opérateurs qui s'élèvent à 50 milliards € (Pôle Emploi, audiovisuel public, agences, ...) est à préconiser. En effet leurs effectifs sont passés de 246 000 en 2007 à 458 000 en 2018. La Cour des comptes pointe régulièrement la faiblesse du contrôle de l'État sur ses satellites. Il faut y ajouter les 26 autorités administratives et 443 hauts conseils et observatoires.

Au-delà d'une gestion plus rigoureuse de ces entités, la révolution technologique interroge sur le périmètre que doit occuper l'État et ses agences. On bascule d'une situation où l'État comblait les insuffisances du marché à une situation où le marché peut combler les insuffisances de l'État, y

compris pour remplir des besoins sociaux. Audiovisuel, recherche d'emploi, enseignement supérieur, hospitalisation peuvent pour une partie significative sortir du périmètre de l'État.

Nous retrouvons cette problématique cette fois-ci concernant son champ d'action. L'État continue d'intervenir alors que les compétences ont été confiées aux collectivités territoriales : directions départementales de la cohésion sociale, SGAR, DREAL, DRAC, DIRRECTE (pour ce dernier service, l'action de réduction a été engagée par le ministère des finances).

Il faut également ajuster l'effectif des CAF à la mise en place de l'allocation unique.

Une économie de 1 milliard € est atteignable en 2021.

## **2.2 Simplifier, élaguer pour économiser : du tri dans les réformes étatiques.**

Les méthodes dites de réformes structurelles type « RGPP » ou modernisation de l'État présentent pour leur part un inconvénient majeur : ces méthodes ont toujours été appuyées sur une approche très consensuelle reposant totalement ou partiellement sur l'initiative et la bonne volonté des services visés et n'ont donc le plus souvent produit que des aménagements modestes et non pas des résultats décisifs.

En particulier, il n'a jamais été possible de remettre en cause l'existence même de certaines missions, les services qui en sont chargés n'ayant aucun intérêt à promouvoir leur propre disparition. Ces exercices ont aussi presque toujours été limités par leur inscription dans un cadre réglementaire inchangé.

Il s'agissait en substance de maintenir les mêmes procédures ultra-complexes, et de faire des économies en réorganisant uniquement les structures et les modes de travail. Ces exercices ont donc rapidement montré leurs limites.

Il existe en effet plus de 71 codes, environ 4 000 régimes différents d'autorisation, et pas moins de 400 000 normes qui doivent être appliqués et respectés par les administrations.

Cet ensemble s'avère à la fois coûteux à concevoir et à faire fonctionner, tout en étant très pénalisant pour l'économie. Il faut le revoir totalement !

### **L'État doit désormais moins aider et moins taxer.**

Donc, une réduction de la dépense publique d'ampleur nécessite en amont de rationaliser et élaguer des dispositifs d'aide et d'intervention, et de revenir sur les surtranspositions de directives européennes. On peut en attendre une baisse des dépenses de 2 milliards € en 2022.

Du tri dans les réformes étatiques, cela veut aussi dire apporter du nouveau dans le paysage français. Pour cela, nous préconisons une réforme territoriale respectueuse des collectivités et génératrice d'économie. Elle devrait :

**a) Conserver contre les approches simplistes les 35 000 communes, leurs 35 000 maires et leurs 450 000 conseillers municipaux, garantie de proximité demandée par les français.**

Cependant, la gestion des budgets des investissements et du personnel seront fait à l'échelle des communautés de commune.

Gérer les budgets et les moyens au niveau des 1 263 communautés de communes afin de bénéficier des compétences indispensables et des effets d'échelles qui permettent de réduire les dépenses et d'en faire bénéficier les citoyens.

Toutes les communes exerceront des compétences déléguées et recevront de la part de la communauté des dotations financières. Les conseils municipaux seront obligatoirement consultés sur les questions d'intérêt communal.

Le conseil communautaire devra être élu par les représentants des communes.

**b) Une France de moins de 50 départements**

Le département a acquis une légitimité incontestable.

C'est l'échelon où s'exerce le plus efficacement la solidarité entre le milieu urbain et le milieu rural : la communauté de commune est trop proche, la région trop lointaine pour gérer l'aide sociale, le handicap, le RSA, la dépendance, la vieillesse.

Le regroupement des départements procurera des économies immédiates par des effets d'échelle.

Le maintien du dispositif électoral actuel, réformé récemment, paraît être une bonne solution après qu'ait été effectué le regroupement deux à deux des cantons. Il devra être adapté pour que les représentants de l'agglomération puissent s'exprimer au sein du Conseil départemental.

**c) Des régions mieux articulées avec leurs territoires**

Pour améliorer cette articulation, les conseillers départementaux éliraient parmi eux les conseillers régionaux au scrutin de liste, avec une prime majoritaire. Leur nombre serait divisé par deux.

On éviterait les défauts manifestes du système actuel qui voit siéger des conseillers régionaux désignés par des instances partisans, sans expérience du terrain local, et en rivalité possible avec les grandes métropoles et les départements.

Régions, départements et métropoles conviendront par convention de la répartition des compétences la plus adaptée.

**d) Inciter à l'efficacité *via* la DGF**

La dotation globale de fonctionnement aux collectivités locales doit pouvoir être pour partie conditionnée à la bonne gestion des collectivités :

- Retour aux 35 heures de travail et planifier un passage aux 37 heures,
- Plan d'amélioration de la productivité pour les collectivités présentant des ratios effectifs / citoyens administrés élevés.

Elle doit ainsi être minorée quand ces conditions ne sont pas respectées.

Cette simplification des structures de gestion doit amener une baisse des dépenses de fonctionnement de 2% par an, soit plus de 3 milliards € qui peuvent être investis et également rétrocédés aux citoyens. Pour sa part, l'État peut réduire sa dotation de 2% par an, soit un gain de 0,5 milliard €.

### **2.3 Renforcer le nombre de maisons de santé pour remplacer les petits hôpitaux insuffisamment équipés**

**Cette rationalisation s'impose d'abord pour des raisons de santé publique.**

Pour des raisons politiques, la France maintient un réseau d'hôpitaux de plus de 3 089 structures de soins contre 1 400 en Allemagne pour une population supérieure de 20 millions d'habitants. Un débat a lieu actuellement en Allemagne à l'initiative de la Fondation Berstelmann pour ramener leur nombre à 600.

Il en résulte des structures de soins de petite taille ne bénéficiant pas de la courbe d'expérience qu'apporte une fréquence importante de soins avec des risques de surmortalité avérés.

Ainsi, l'étude publiée par la CNAM le 28 juin 2018 montre que pour une opération du cancer du sein, la mortalité sur la première année était le double pour les petites structures réalisant moins de 30 opérations par an que pour celles qui réalisent plus de 150 opérations par an.

Le réseau de petits hôpitaux dangereux explique pour partie le poids de l'hôpital dans notre système de soins. Nous avons une durée moyenne de séjour à l'hôpital de 10,1 jours contre 7,8 pour les pays de l'OCDE et 5,7 jours pour la Suède.

Revenir à la moyenne des pays de l'OCDE représente en théorie une économie supérieure à 20 milliards € à raison d'un coût de 2 200 € par journée d'hospitalisation.

A cet égard, le plan santé du gouvernement doit réellement élaguer cette offre hospitalière porteuse de risques pour les patients en remplaçant ces petits hôpitaux par des maisons de santé. A la clé, une économie au minimum de 1 milliard € par an.

### **3. Mesure de recettes fiscales : Une fiscalisation du numérique**

Etant donné le sentiment de « ras-le-bol fiscal », il semble difficile d'actionner le levier de la fiscalité. Toutefois, il paraît opportun d'initier une taxation des activités numériques qui échappent à la plupart des prélèvements (y compris la TVA dans certains cas). Elles se développent en partie grâce à cette iniquité dans le traitement fiscal. Nous proposons de créer une taxation numérique sous deux angles :

- Taxation des colis à hauteur de 2 €, soit une recette potentielle de 1 milliard € (+ de 50 millions de colis par an),
- Taxation de 3% des produits numériques immatériels à l'instar de l'Italie (publicité, mots clés), soit une recette potentielle de 0,5 milliard €).

**Cette recette additionnelle permettra d'améliorer la compétitivité des entrepôts français en concurrence avec les entrepôts des pays limitrophes en supprimant la CFE qui les frappe.**

**Les marges de manœuvres seront immédiatement dégagées.**

La mise en place avec succès de l'ensemble de ces mesures permettrait de dégager de réelles marges de manœuvre :

<b>Economies à Réaliser</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Economies et recettes, recul de l'âge de la retraite de 1 trimestre par an	6,7	13,4	20,1
Economies allocation sociale unique	1,9	1,9	1,9
Recettes retour à l'emploi par l'allocation sociale unique comptabilisées avec un an de décalage		3,8	3,8
Réduction des dépenses des opérateurs de l'Etat	1,5	3	4,5
Simplifier, élaguer pour économiser	0,5	1	2
Transformation des petits hôpitaux en maison de santé			1
Suppression des doublons administratifs		0,5	1
Réforme territoriale		0,5	1
Recette taxation numérique	1,5	1,5	1,5
<b>Total économies et nouvelles recettes</b>	<b>12,1</b>	<b>25,6</b>	<b>36,8</b>

*En milliards €*

Ces marges sont à même de nous permettre de :

- **Créer un véritable choc de compétitivité pour l'industrie via l'amortissement des biens d'équipement sur un an,**
- **Redonner également de l'oxygène aux commerçants, artisans et aux entreprises de logistique grâce à la suppression de la contribution foncière des entreprises.**



## LES MISSIONS DE LA FONDATION CONCORDE

### INFLUENCER

Notre action met l'accent sur la sensibilisation de nos dirigeants et de l'opinion publique à la réindustrialisation et la revitalisation de nos territoires.

### DÉBATTRE

Nous élaborons des propositions au sein d'une dizaine de groupes de travail, présidés par des universitaires ou des experts, et rassemblant des membres de la société civile, des élus et des fonctionnaires

### AGIR

Pour porter la voix de la société civile et peser dans le débat public, nous organisons régulièrement des conférences et débats autour des grands enjeux économiques.

POUR NOUS CONTACTER :



01 72 60 54 39



INFO@FONDATIONCONCORDE.COM